

SOMMET FRANCE-ITALIE

Rétablissement temporaire des frontières demandé à l'UE

Le sommet tenu hier mardi à Rome réunissant Sarkozy et Berlusconi a permis aux chefs d'Etat français et italien d'afficher bonne figure et de se mettre d'accord pour en appeler à l'Union européenne de réexaminer les accords de Schengen afin de juguler ce qu'ils appellent l'arrivée «massive» de migrants tunisiens sur leurs territoires. Il est vrai qu'après avoir évoqué sa décision de suspendre les accords de Schengen, Sarkozy a dû, face au tollé provoqué par cette perspective, revoir sa copie dimanche, à deux jours du sommet.

De notre bureau de Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

Le président français et le chef du gouvernement italien ont décidé d'adresser une lettre commune aux présidents de la Commission européenne et du Conseil européen pour leur demander une révision des accords de Schengen, notamment sur la clause de sauvegarde en rétablissant à titre individuel (par Etat) et provisoirement des contrôles frontaliers si «un pays est défaillant à garder les frontières des autres».

Dans cette lettre et selon les déclarations de Sarkozy à l'issue de la rencontre d'hier, le couple Sarkozy-Berlusconi demandera une évaluation commune de la situation et interrogera Manuel Barroso sur «qui gère Schengen ? Les ministres de l'Intérieur qui jusque-là ne le font pas ou une équipe dédiée ?» En fait, les deux appellent l'UE à plus de moyens «pour que les frontières de l'espace Schengen soient

garanties et demandent un renforcement de l'Agence européenne pour la gestion de la coopération aux frontières extérieures, Frontex».

Cette lettre vient à point nommé dans la mesure où elle intervient avant une réunion extraordinaire, prévue le 12 mai prochain à Bruxelles des ministres de l'Intérieur de l'UE qui devront trouver une solution commune en matière d'immigration. Cette dernière sera également au centre du Conseil européen du mois de juin prochain. Jusqu'à dimanche, la tension entre les deux pays était au plus fort.

L'Italie, qui avait vu accoster sur son territoire, à Lampedusa, des migrants venant essentiellement de Tunisie, a délivré à ces arrivants des permis de séjour de six mois leur permettant de circuler librement sur tout le territoire Schengen.

La majorité des ces migrants voulaient se rendre en France. Il n'en fallait pas plus à la France pour avertir qu'elle renverrait

vers l'Italie les migrants ne répondant pas à certaines conditions de ressources. Ce qu'elle fit d'ailleurs. Mais plus encore, l'Elysée annonçait vendredi son intention de suspendre provisoirement Schengen, ce qui n'est pas prévu par ce traité qui ne dispose que du rétablissement, pour six mois renouvelables, d'un contrôle aux frontières dans le cas de risque pour la sécurité publique ou pour terrorisme.

Face au tollé provoqué par cette velléité et devant le fait qu'elle avait outrepassé la possibilité offerte par les textes, la France a dû rétro-pédaler et adopter une ambition plus mesurée en déclarant dimanche : «La

France ne voulait pas suspendre Schengen. Il s'agit de revoir les clauses de sauvegarde permettant, dans des conditions particulières, de rétablir les contrôles aux frontières.»

S'il y a un point sur lequel tous les analystes et statisticiens sont d'accord, c'est bien l'exagération de l'emploi du mot massif lorsque l'on évoque les migrants tunisiens et autres maghrébins qui souhaitent rejoindre l'Europe depuis le mois de janvier dernier et les révolutions arabes.

Cette «masse», révèlent-ils, est constituée de 28 000 à 30 000 personnes qui ont rejoint l'île italienne de Lampedusa et qui tentent de rallier d'autres pays et

notamment la France. Beaucoup de bruit et d'agitation pour peu de personnes comparativement aux 450 000 personnes qui immigrent chaque année en Europe. Aussi, dans les deux pays, les deux dirigeants, en baisse de popularité dans leur pays respectif, profitent de cette situation pour surfer sur leurs extrêmes.

Berlusconi donne ainsi un gage à son allié de l'extrême droite — la Ligue du Nord — et Sarkozy a tenté, sans réussir tout à fait mais tout de même quelque peu, de rejoindre le FN qui a toujours demandé la sortie de la France du traité de Schengen espérant ainsi en tirer profit pour

K. B.-A.

TUNISIE

Les membres du parti de Ben Ali depuis dix ans exclus des élections

Les personnes qui ont été membres ces dix dernières années de l'ex-parti au pouvoir en Tunisie sous le régime de Zine El Abidine Ben Ali ne pourront être candidates lors des élections du 24 juillet prochain, a annoncé hier le Premier ministre de transition tunisien.

«Après réflexion, le gouvernement a adopté la limite de dix ans. Nous avons estimé que 23 ans n'était pas logique. Il y a des responsables du RCD qui ont été réprimés par l'ancien régime», a notamment déclaré M. Béji Caïd Essebsi lors d'une conférence de presse. Toutefois, une liste nominative sera annoncée par le président par intérim Foued Mebazaa, qui comprendra des responsables de l'ancien gouvernement et du RCD impliqués directement avec le président déchu Ben Ali qui n'auront pas le droit de présenter leurs candidatures quel que soit le nombre d'années de services sous Ben Ali, a précisé le Premier ministre.

Toutes les personnes qui ont assumé des responsabilités au sein du cabinet présidentiel, dont les conseillers personnels du président, figureront dans cette liste, a-t-il précisé.

Le gouvernement devait trancher suite à une décision prise le 12 avril par la Haute Commission

chargée de préparer l'élection de la future assemblée constituante. Cet organe avait décidé d'exclure de la candidature toute personne ayant assumé une responsabilité dans le gouvernement ou dans le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) durant les 23 ans de règne de Zine El Abidine Ben Ali, soit de 1987 à 2011.

Le débat avait été vif au sein de la Haute Commission sur cette disposition, certains voulant placer la barre aux dix dernières années, mais lors du vote les tenants de la période complète du règne de Ben Ali depuis 1987 l'avaient emporté.

Le gouvernement a par ailleurs adopté le mode de scrutin de listes à la proportionnelle au plus fort reste, proposé aussi par la Haute Commission, ainsi que la parité absolue hommes-femmes sur les listes avec un système d'alternance qui garantira que les femmes seront dans des positions d'éligibilité. «C'est une proposition révolutionnaire. La chance des femmes de réussir aux prochaines élections est garantie comme pour les hommes, elles auront les mêmes chances», a souligné M. Essebsi.

L'adoption le 11 avril de cet article avait été très applaudie par les membres de la Haute Commission, y compris les représentants du mouvement islamiste Ennahdha.

SAHEL

Un secrétaire d'Etat espagnol à Nouakchott pour évoquer la lutte anti-Aqmi

Le secrétaire d'Etat espagnol à la Sécurité, Antonio Camacho, a entamé hier à Nouakchott une tournée dans trois pays du Sahel (Mauritanie, Mali et Niger) pour évoquer notamment la lutte contre Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), a constaté un journaliste de l'AFP.

Peu après son arrivée à Nouakchott, M. Camacho s'est entretenu avec le ministre mauritanien de l'Intérieur, Mohamed Ould Boilil. Il doit également rencontrer le président mauritanien, Mohamed Ould Abdelaziz.

«Les entretiens se sont focalisés sur la coopération en matière de lutte contre le terrorisme et le crime organisé», a indiqué une source officielle.

Trois ressortissants espagnols avaient été enlevés fin novembre 2009 par des «sous-

traitants» d'Aqmi en Mauritanie et avaient ensuite été transférés au Mali voisin. Un des otages, une femme, avait été libéré en mars 2010 et les deux autres fin août 2010.

La presse espagnole et algérienne, ainsi que des médiateurs ayant participé au processus de la libération des otages, avaient affirmé que l'Espagne avait versé de 7 à 8 millions d'euros en échange de la libération des deux otages en août. La Mauritanie est l'un des pays les

plus visés par les actions de la branche maghrébine d'Al-Qaïda qui, outre l'enlèvement de ressortissants occidentaux, y a commis plusieurs attentats à partir du Mali où elle a ses bases.

M. Camacho a également évoqué avec le ministre mauritanien de l'Intérieur «les moyens de renforcer le contrôle des frontières» pour lutter contre l'immigration clandestine.

Il doit se rendre aussi à Nouadhibou (nord-ouest) pour y rencontrer des membres de la garde civile espagnole déployés dans cette ville pour aider la Mauritanie à lutter contre l'immigration clandestine.

LIBYE

Plus de 57 000 Africains de l'Ouest ont fui le pays via le Niger

Plus de 57 000 ressortissants d'Afrique de l'Ouest, en majorité des Nigériens, ont fui depuis le 13 février les violences en Libye pour le Niger voisin, a annoncé hier l'Organisation internationale des migrations (OIM) à Niamey.

Parmi ces migrants, tous arrivés par la route à bord de camions, 54 000 Nigériens ont été dénombrés et 3 200 ressortissants ouest-africains d'autres nationalités, a indiqué à la presse M^{me} Abibatou Wane, chef de mission de l'OIM au Niger.

Seuls 3 163 Nigériens ont été rapatriés par avion depuis la Tunisie ou l'Égypte, a-t-elle précisé.

Selon de récentes images montrées à la télévision publique nigérienne, ces voyageurs, juchés sur des camions surchargés, paraissaient épuisés par la traversée du désert à leur arrivée à Dirkou, localité nigérienne proche de la frontière libyenne avant d'atteindre Agadez.

Dirkou est à trois jours de route d'Agadez elle-même située à un millier de kilomètres de la capitale, Niamey.

«A leur arrivée à Dirkou, nous identifions les plus vulnérables avec un accent particulier sur les femmes et les enfants auxquels nous offrons des vivres et les premiers soins», a souligné Abibatou Wane. Elle a expliqué que les Nigériens sont ensuite tous acheminés à Agadez avant de regagner leurs régions respectives. Les autres Oest-africains sont conduits jusqu'à Niamey, puis dans leur pays respectif, a-t-elle dit.

Samedi, trois de ces émigrés ont été tués et 72 blessés, dont 22 grièvement, dans l'accident du camion qui les transportait près d'Agadez.

Des centaines de milliers de ressortissants d'Afrique de l'Ouest vivent en Libye, pays pétrolier considéré comme un eldorado avant les violences actuelles. La plupart y travaillent clandestinement.